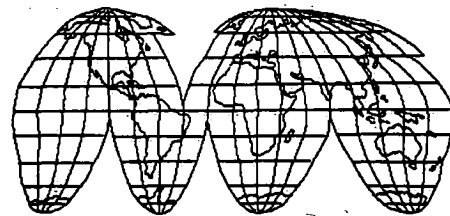


Du 27 avril au 3 mai 1995



**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Mise à jour de la brochure *Bon voyage, mais...*
destinée aux voyageurs canadiens**

Le 3 mai 1995, n° 84

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a annoncé la parution de la nouvelle édition de la publication *Bon voyage, mais...* Cette brochure contient une liste des missions canadiennes à l'étranger et fournit des conseils aux voyageurs sur de nombreux sujets pertinents comme les passeports, les visas, les soins médicaux, l'assurance-maladie, les services consulaires, etc. [...] *Bon voyage, mais...* est remise à chaque Canadien qui prend livraison d'un passeport. On prévoit ainsi en distribuer plus d'un million d'exemplaires. On peut de plus se procurer gratuitement la brochure ainsi qu'une bande vidéo sur les voyages et une affiche en composant le 1-800-267-8376 ou en écrivant à : InfoCentre, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2. Les voyageurs peuvent aussi obtenir des renseignements sur la situation dans un pays en particulier en composant le 1-800-267-6788.

Réaction de M. Ouellet à la déclaration de l'Union européenne

Le 2 mai 1995, n° 83

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a rejeté la déclaration faite par l'Union européenne (UE), qui critique l'attitude du Canada dans l'affaire du flétan du Groenland. « Le Canada n'a pas à s'excuser de ses actions dans le récent différend à propos du flétan. Le gouvernement du Canada s'est imposé à juste titre comme défenseur de l'environnement dans cette affaire. Tous les pays concernés par la conservation des ressources, y compris les pays de l'UE, devraient nous en être reconnaissants. Si le Canada n'était pas intervenu, le stock de flétan du Groenland aurait été pêché jusqu'à épuisement de la ressource du point de vue commercial », a déclaré M. Ouellet. M. Ouellet a souligné qu'à la suite de l'accord juste et raisonnable signé par le Canada et l'UE en matière de pêches, les parties devraient coopérer en vue de la mise en oeuvre de cet accord et s'efforcer d'améliorer les relations bilatérales dans leur ensemble. « Les relations qui unissent le Canada et l'UE englobent un large éventail d'intérêts et d'activités mutuellement avantageux, a ajouté M. Ouellet. Nos rapports ne reposent pas uniquement sur la question des pêches. Nous avons traversé une période difficile. Tournons-nous maintenant vers l'avenir et cessons de gaspiller notre énergie en récriminations. »

Le gouvernement dépose la loi sur les armes chimiques

Le 1^{er} mai 1995, n° 82

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé la présentation au Parlement de la loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques au Canada. « Le Canada est fier d'avoir joué un rôle de premier plan dans la négociation de la Convention, a déclaré M. Ouellet. Nous devons maintenant aller de l'avant, et adopter la loi de mise en oeuvre, de sorte que le Canada soit parmi les 65 premiers pays à ratifier la Convention afin qu'elle puisse entrer en vigueur. » La Convention sur les armes chimiques a été signée par le Canada et par plus de 130 autres États, à Paris, en janvier 1993. Il s'agit du premier traité multilatéral à abolir une catégorie complète d'armes dites « de destruction massive ». Aux termes de la Convention, non seulement toutes les armes chimiques et installations de production d'armes chimiques seront détruites sous contrôle international, mais encore toutes les activités des secteurs public et privé visées par les objectifs de la Convention seront assujetties à une surveillance internationale et, probablement, à une inspection.

Visite à Ottawa du vice-président de l'Union européenne

Le 1^{er} mai 1995, n° 81

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé que sir Leon Brittan, vice-président de l'Union européenne et commissaire chargé de la politique commerciale extérieure, effectuera une visite à Ottawa, le 2 mai, afin de discuter des moyens d'accroître nos relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement. Après son séjour à Ottawa, sir Leon, accompagné de M. MacLaren, se rendra à la Réunion des ministres du commerce de la Quadrilatérale, qui se tiendra les 4 et 5 mai en Colombie-Britannique.

M. Ouellet se dit satisfait des résultats de la 11^e réunion du Comité mixte Canada-Mexique

Le 27 avril 1995, n° 80

À la clôture de la 11^e réunion annuelle du Comité ministériel mixte Canada-Mexique (CMM), le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, s'est dit satisfait des progrès réalisés sur un certain nombre de questions clés, ainsi que de la détermination des deux pays à approfondir davantage leurs relations. « La mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain a constitué une nouvelle phase dans nos relations bilatérales, a déclaré M. Ouellet. Le niveau de la participation ministérielle à cette réunion et aux réunions précédentes du CMM en révèle la portée. Nous devons maintenant les approfondir en nous fixant des objectifs à atteindre à l'aube du XXI^e siècle. » M. Ouellet et son homologue mexicain, M. José Ángel Gurría, ont reconnu la nécessité de consultations et de contacts ministériels qui renforceront les relations entre les deux pays dans les secteurs clés. À cette fin, M. Ouellet a annoncé que les deux gouvernements établiront un comité directeur binational chargé de produire une déclaration qui encadrera ces relations dans les années 2000. Les deux ministres examineront le document à la prochaine réunion du CMM. M. Ouellet a mentionné que le Canada et le Mexique ont signé quatre accords pendant la réunion de cette année du CMM : un accord sur la sécurité sociale et l'arrangement administratif requis pour sa mise en oeuvre; un protocole d'entente sur l'emploi de travailleurs agricoles saisonniers mexicains au Canada; et une annexe au protocole d'entente de l'an dernier sur le transport terrestre qui traite de l'assistance technique et des programmes de formation.

ACDI

L'ACDI participe à une initiative pour venir en aide à la Bosnie-Herzégovine

Le 4 mai 1995, 95-07

L'Agence canadienne de développement international apportera sa contribution à un projet visant à appuyer l'éducation et la liberté de presse en Bosnie-Herzégovine, a annoncé M. Martin Cauchon, député d'Outremont, au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet. « Cette initiative est le fruit de l'effort concerté de plusieurs compagnies québécoises, a déclaré M. Cauchon. En assurant cet approvisionnement en papier, le Canada vient en aide à la population de la Bosnie-Herzégovine qui lutte pour maintenir le fonctionnement des écoles et d'un quotidien dans des conditions extrêmement difficiles. » Les fonds serviront à acheminer en Bosnie-Herzégovine, notamment dans la ville de Sarajevo, plus de vingt-deux tonnes de papier qui serviront à l'impression de manuels scolaires et à l'approvisionnement du journal *Libération*, le seul quotidien de Sarajevo.

FINANCES

Le Canada pense qu'il est tout à fait approprié qu'un tel sujet [l'examen des institutions internationales] occupe l'avant-scène du Sommet que nous accueillerons prochainement. Le multilatéralisme et les institutions multilatérales ont toujours été très importantes pour nous. Les Canadiens savent qu'il est dans leur intérêt que les systèmes multilatéraux fonctionnent bien et de façon équitable [...] Permettez-moi de mentionner les sujets qui sans aucun doute touchent les banques multilatérales de développement. Brièvement, je mentionnerais ceci : la nécessité d'épurer les priorités et de réduire les chevauchements entre les institutions; la nécessité de mettre l'accent plus nettement sur les pratiques de développement durable, la réduction de la pauvreté et le développement du secteur privé; reconnaître que les pays bénéficiaires doivent participer, dans toute l'acception du terme, et que l'adoption des priorités de développement est essentielle; la nécessité absolue d'affecter des ressources à des conditions de faveur à ceux qui en ont le plus besoin et peuvent en faire la meilleure utilisation, ainsi qu'à ceux qui se sont véritablement engagés à réduire la pauvreté, par opposition aux investissements improductifs comme les dépenses militaires [...] Un bon développement exige une participation entière et des partenariats identifiables. De même, les institutions créées pour promouvoir le développement doivent également être des partenariats dans la forme et le fond. Pour assurer leur caractère durable, la participation de tous les intervenants est essentielle [...] Le Sommet de Halifax confirmera ce point capital. Notes pour une allocution du ministre des Finances et gouverneur pour le Canada, l'honorable Paul Martin, devant le Comité de développement de la Banque mondiale à Wasginton (D.C.), le 27 avril 1995.

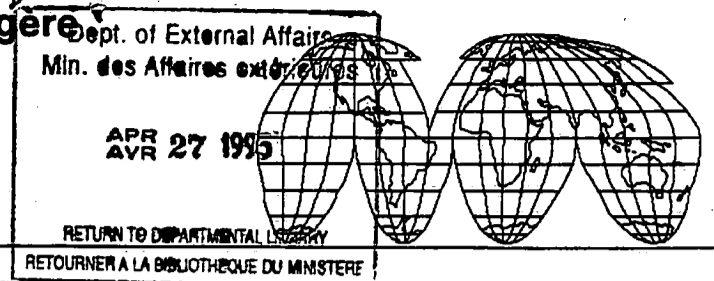
À VENIR :

- | | |
|-------------------|--|
| 17 avril-12 mai : | Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à New York |
| 4 -6 mai : | Réunion des ministres du commerce de la Quadrilatérale à Whistler, C-B |
| 5-10 juin : | 25 ^e Assemblée générale de l'OEA |
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 à Halifax |

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

This in Tr Fore
 CA1
 EA
 T38
 April
 20, 1995
 Copy 1 995

**Le commerce et
 la politique étrangère
 cette semaine**



Department of Foreign Affairs and International Trade
 Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
 PRESS RELEASES:**

**Alberta and the Federal Government Sign Agreement on International
 Business Development Co-operation**

April 19, 1995, no. 72

International Trade Minister Roy MacLaren, Industry Minister John Manley and Alberta Premier and Minister for Economic Development and Tourism Ralph Klein signed a memorandum of understanding (MOU) on international business development co-operation. The agreement sets the course for closer co-operation between Ottawa and Alberta in services for Albertan exporters. It provides for greater collaboration in planning, information sharing, fairs and missions, education and training, representation abroad, investment promotion, and industry and technology development. It seeks to broaden the access of Alberta businesses to international markets, improve their export preparedness, strengthen their performance in foreign markets and ensure the effective promotion of Canada and Alberta for investment and business opportunities. It also establishes a process for business and government to work together on achieving their international business development objectives. "As Canadians work toward more fiscally responsible government, services provided to our exporters by the federal and provincial governments need further co-ordination and rationalization. The agreement that we are signing today sets us squarely on this path. It commits us to work together to develop export readiness programs. It enhances our efforts to build a 'Trade Team Canada' approach to global markets," said Mr MacLaren.

**Canada Expresses Grave Concern Over EU Failure
 to Conclude Fisheries Agreement**

April 14, 1995, no. 71

The ambassadors to Canada of the European Union, France and Spain were called in to the Department of Foreign Affairs and International Trade today to receive Canada's strong protest over the EU's failure to conclude an agreement in the Greenland halibut overfishing dispute. The ambassadors were informed that unless Spanish vessels cease fishing, Canada will resume its enforcement actions on the Grand Banks off the coast of Newfoundland..... Mr. Smith told the ambassadors that Canada's commitment to conservation remains firm. Canada, he said, will not negotiate endlessly, while EU vessels continue aggressively and provocatively to fish what little is left of the Greenland halibut stock. He indicated that the EU should not interpret Canadian willingness to seek a negotiated settlement as a lack of determination to solve the problem. Unless fishing is halted, he said, Canada is left with no alternative but to resume its enforcement activities. Finally, the Deputy Minister noted that British and Irish naval vessels have taken action against Spanish trawlers, and evidence is emerging of illegal acts by those trawlers. He said Spain should consider the tremendous concern that is being expressed around the world about its fishing fleets.

Canada Welcomes Closure of Chernobyl

April 13, 1995, no. 70

Foreign Affairs Minister André Ouellet welcomed Ukraine's announcement that the Chernobyl nuclear power station will be closed by the year 2000. "Canada and its G-7 partners have been working closely with the Ukrainian government to develop a plan for the early closure of Chernobyl. This announcement is a positive step forward," said Mr. Ouellet.

STATEMENTS

The fact is that the Nuclear Non-Proliferation Treaty [NPT] provides a stable, predictable security environment, which is the prerequisite for nuclear disarmament. As I said earlier, Canada believes the NPT must link permanence with accountability. Future review conferences will ensure that, every five years, we will have the opportunity to strengthen compliance with Article VI as well as the other provisions of the Treaty. There is simply no substitute for the NPT. Its benefits for non-nuclear weapons states, in terms of bringing the NWS into compliance over time with the fundamental standards set out by the NPT, are invaluable. I believe that the Treaty speaks for itself in terms of its value and the need to perpetuate it indefinitely. We are faced with three simple choices: to extend the Treaty indefinitely, for a fixed period, or for a number of fixed periods. Only indefinite extension guarantees the future existence of the Treaty. Anything less runs the risk of calling the NPT into question at some future point. Indefinitely extending the NPT means enshrining, permanently, the legal commitment to dismantle all nuclear arsenals. The NPT is the only multilateral legal instrument to contain such an injunction. Without it, we have nothing. There is a temptation to say that countries can be forced into timetables and meeting goals that they have had no role in developing. In our view, this is an unproductive course. We believe that the seriousness of the issue demands that we think, speak and act pragmatically. In conclusion, as NPT states parties, we have the political responsibility to make a decision that

responsibilities to present realities and positions us to meet future challenges. This Treaty is our flexible instrument for dealing with nuclear non-proliferation; it is our instrument for promoting and achieving nuclear disarmament. Canada is committed to both elements of the Treaty. We are confident that all of the countries gathered here are committed to the Treaty. We should all be committed because the NPT provides us with enhanced security. Let us use the only opportunity to make a firm, political decision in favour of indefinite and unconditional extension.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the NPT Review and Extension Conference, (New York, New York, April 18, 1995, 95/27)

Canadian trade missions need to be further co-ordinated among various levels of government to avoid confusion, not least among our potential customers. Only when all levels of government and business get together, can we make the greatest impact.... This is what the Memorandum of Understanding (MOU) that Premier Klein and I are about to sign is all about. It sets the course for yet closer co-operation between Ottawa and Alberta in services for our exporters. This is the first such MOU signed in western Canada. I am grateful to the Alberta government for having provided leadership in the successful negotiations that brought us here today. This Memorandum of Understanding, similar to the one that we signed last year with Ontario and those we shall sign shortly with Manitoba and Saskatchewan, provides for greater collaboration in planning, information sharing, fairs and missions, education and training, representation abroad, investment promotion, industry and technology development. Although our federal-provincial agreements do not provide for the immediate, full integration domestically of government trade services, they do constitute a strong base for our future work. Ideally, the Department of Foreign Affairs and International Trade should focus efforts on business support overseas, while provinces — in tandem with Industry Canada and other key federal departments and agencies — co-operate in support services domestically. Our ultimate goal must be for each level of government to do what it can do best.... The Canada-Alberta MOU recognizes the fact that education and training are the most effective means to increase the number of export-ready firms. Bringing companies to the export readiness level is also critical if we are to make optimal use of our own scarce resources abroad

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Calgary Chamber of Commerce, (Calgary, Alberta, April 19, 1995, 95/26)

Clearly, blunt and misdirected trade remedies are being used to constrain legitimate pricing behaviour within the [NAFTA] free-trade area. Anti-dumping actions are no longer aimed at genuinely injurious pricing behaviour, but are used more for strictly protectionist purposes. The results are higher input costs, reduced outputs, higher product prices, and more uncertainty in investment decisions for North American firms. This, in turn, makes Canada, the United States and Mexico less competitive in other international markets, essentially downgrading or nullifying the rationale for a North American free-trade area in the first place. It prevents us all from getting the most from the increased efficiencies that should result from our North American free-trade area....What can we do about it here in North America? For one thing, the three NAFTA countries have established two working groups to come up with answers by the end of this year to a number of important questions. For example: What definitions, thresholds and mechanisms can be used to counter inappropriate pricing behaviour in the modern North American context? Can we establish a more direct link between the pricing decisions of one firm and those of its competitors? And if so, what actions or compensation will actually remedy the specific situations? Should governments continue to focus on the pricing of individual products — the usual basis for trade remedy actions? Or should the focus be shifted to individual firms — the traditional approach of domestic competition laws? Should different sectors of the economy be treated differently at various points in their cycle, or should we still seek a "one suit fits all" approach? Admittedly, these are not easy questions. And getting agreement on the answers may be just as difficult as it was on other fundamental trade issues covered by the NAFTA. But we really don't have a choice. If we choose to ignore the "skeleton in the closet," it will continue to haunt us.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Mid-America Committee, (Chicago, Illinois, April 12, 1995, 95/25)

FISHERIES AND OCEANS

Canada-EU Reach Agreement to Conserve and Protect Straddling Stocks

April 15, 1995, NR-HQ-95-36E

Brian Tobin, Minister of Fisheries and Oceans, and André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, announced an agreement on the conservation and management of stocks that straddle Canada's 200-mile limit. The agreement was negotiated by senior officials of the Government of Canada and the European Commission. The Ministers congratulated Canadian and European Union negotiators for their success in reaching an agreement to settle the dispute over the fishing of Greenland halibut. "This agreement is not just about providing immediate protection for turbot stocks," Mr. Tobin said. "It's also about rebuilding cod and flatfish stocks currently under moratoria...." "We can now put this dispute behind us, secure in the knowledge that we have a fair, workable and sensible agreement" Mr. Ouellet said. "We can also be pleased that our strong stand on conservation will contribute to the formulation of stronger international rules covering the harvesting of endangered fish stocks elsewhere in the world."

UPCOMING EVENTS

April 17-May 12:	Nuclear Non-Proliferation Treaty Review and Extension Conference (New York)
May 4-6:	Quadrilateral Trade Ministers Meeting (Whistler, British Columbia)
June 15-17:	G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia)